

## GRÈVE DE LA FAIM

## L'arme assassine des révoltés

**L'issue dramatique que risque de connaître la grève de la faim engagée par les enseignants contractuels renvoie, on ne peut mieux, sur le désespoir de ceux qui recourent à cet ultime moyen pour se faire entendre. Le sociologue Zoubir Arous, chercheur au Centre de recherche en économie appliquée pour le développement (Cread), s'y est intéressé.**

Entretien réalisé par  
Rosa Mansouri

**Le Soir d'Algérie :** Nous assistons ces dernières années, dans les différents mouvements de protestation des travailleurs et des citoyens à un recours à la grève de la faim.

**Sociologiquement, comment peut-on expliquer cette forme de protestation ?**

**M. Zoubir Arous :** La société algérienne traverse une période de contestation sociale aiguë et non organisée. Les grèves

cycliques, les émeutes, les grèves de la faim et les sit-in sont les indices d'un grand malaise. Un malaise qui ne trouve, toutefois, pas de voix qui le porte afin que les revendications sociales soient exprimées dans un cadre organisé et structuré. Même les travailleurs affiliés à des organisations syndicales de masse, à l'image de l'UGTA, recourent aux mêmes moyens de contestation que les autres citoyens qui agissent en groupes d'individus. Ainsi, le problème de fond réside dans l'incapacité des

organisations syndicales à contenir la révolte sociale et à être à l'écoute des besoins de la société. La grève de la faim reste l'arme assassine des révoltés. C'est un moyen de contestation d'une extrême violence et suicidaire. Les grévistes de la faim se font violence pour exprimer un ras-le-bol, un mal de vivre et un désespoir total.

**Ne croyez-vous pas que cette forme de protestation est la meilleure façon d'aboutir à des résultats avec une administration contestée ?**

La grève de la faim est le summum de la révolte. Lorsqu'un citoyen ou un groupe d'individus décident de recourir à ce moyen, c'est que toutes les voix de la raison ont été consommées et n'ont pas donné de

résultats. Il faut signaler cependant que ce phénomène n'est pas nouveau et n'est pas propre à l'Algérie. L'Egypte, par exemple, a vécu une situation similaire. C'est lorsque les portes du dialogue se referment et les institutions de l'Etat font la sourde oreille aux préoccupations sociales que les personnes désespérées cherchent des moyens plus violents pour attirer l'attention et convaincre de la légitimité de leur cause.

**Y a-t-il d'autres formes de contestation violentes en plus de la grève de la faim ?**

Dans cette situation, ce qui est à craindre c'est l'explosion. Il est à indiquer que les partis politiques, le mouvement associatif, les syndicats autonomes et les parlementaires ne sont plus en

mesure d'apporter une quelconque solution aux maux sociaux. Nous assistons aujourd'hui à une destruction du système politique dans toutes ses formes organisationnelles.

**Et quelles sont les solutions préconisées ?**

Seule l'ouverture d'un dialogue social peut apaiser les esprits. Il faut arriver à l'instauration et à la clarification de la relation de travail entre les travailleurs et leurs administrations. La loi reste par ailleurs, l'arbitre dans ces rapports professionnels. C'est quand il y a un vide juridique et qu'il y a une mauvaise interprétation des lois que ces conflits surgissent. Il est temps de reprendre en main les lois et les appliquer.

R. M.

## M<sup>me</sup> MÉRIEM SALEK HAMADA, MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT ET DE L'ÉDUCATION DE LA RASD :

# «La reprise des armes est très probable»

**«Même si nous restons profondément attachés à la paix, même si nous sommes fondamentalement un peuple de paix, le blocage actuel du processus pouvant aboutir au droit du peuple sahraoui à l'autodétermination, tel que stipulé par les Nations-Unies, par le régime colonial marocain, pourrait nous pousser inévitablement à reprendre les armes.»**

M<sup>me</sup> Mériem Salek Hamada, la ministre de l'Enseignement et de l'Education sahraouie, qui accompagnait la caravane politique et culturelle, et qui était, pendant deux jours, l'hôte de la wilaya de Bouira, reste persuadée que le dernier conflit de décolonisation en Afrique ne pourra trouver une solution juste et équitable qu'avec la pression continue et sincère de la communauté internationale et toutes ses instances actives sur le régime royal marocain.

Lors d'une conférence de presse, organisée lundi dernier en marge des festivités de la caravane, la ministre sahraouie a fait une brève rétrospective sur l'histoire du Polisario et sa naissance au lendemain du départ de l'Espagne, le 10 mai 1974, et l'envahissement par le Maroc des territoires sahraouis et le début de la lutte armée le 20 mai 1974 ; la signature, après 16 ans de lutte armée, des accords portant trêve entre le front Polisario, seul et unique représentant du peuple sahraoui, et le Maroc, sous l'égide des Nations-Unies et, enfin, les multiples tergiversations marocaines qui ont fait retarder l'aboutissement d'une solution depuis 18 ans déjà.

A propos de ces tergiversations, M<sup>me</sup> la ministre dira que même l'ancien émissaire des Nations unies, James Baker qui avait démissionné de son poste, l'avait clairement déclaré en disant que des parties influent sur certains Etats et font tout pour que le conflit perdure pour en tirer profit. Cela en rappelant que 81 pays au monde reconnaissent la RASD (République arabe sahraouie

démocratique) et possèdent des représentations diplomatiques sahraouies au niveau de leurs capitales, et, surtout, et cela est un point essentiel sur lequel la ministre insiste, qu'aucun pays au monde ne reconnaît la souveraineté du Maroc sur les territoires sahraouis.

Et, parlant des territoires occupés, l'hôte de la ville de Bouira a évoqué les exactions et toutes les tortures et autres atteintes aux droits de l'homme, que le peuple sahraoui vivant dans ces territoires subit quotidiennement. Depuis 2005, grâce à l'Intifadha (soulèvement) dans ces territoires, le régime marocain, qui a toujours mis une chape de plomb sur ce conflit de décolonisation, en avançant toujours des arguments selon lesquels le peuple résidant dans les territoires occupés vit décemment sous le régime monarchique, ces derniers ont volé en éclats. La répression sanglante subie par le peuple sahraoui le 21 mai 2005, lorsque des milliers de gens étaient sortis dans les rues des villes occupées, en brandissant le drapeau de la RASD et en revendiquant son indépendance, n'avait pas d'égale. L'opinion internationale, grâce à l'internet et autres moyens de communication sophistiqués comme les portables, a fini par prendre conscience de ce qui se déroule dans ces territoires.

Des photos d'enfants, de femmes, de vieillards et de vieilles, tabassés, battus à mort et emprisonnés, ont fait le tour du monde, mettant à nu le régime répressif marocain. Pour se débarrasser de ce lourd fardeau



M<sup>me</sup> Meriem Salek Hamada en compagnie de Hammoudi Lebsir.

que sont les prisonniers, le régime colonial marocain n'a pas trouvé mieux que de tabasser à mort les meneurs des manifestations avant de les jeter dans la rue en leur interdisant tout accès aux soins dans les hôpitaux. «Les proches les accueillent et leur prodiguent des soins traditionnels, pas toujours efficaces, hélas !», dira entre autres la ministre.

Et, toujours à propos de ces répressions, Mahmoud Khatri, présent lors de cette conférence, a bien voulu livrer son témoignage, lui qui était présent dans les territoires occupés lors de la répression sanglante de mai 2001, avant de s'évader et rejoindre les territoires libérés. Il citera le premier martyr de l'Intifadha, Hamoud Lambarki, tombé sous les balles du régime royal marocain le 30 octobre 2005. Depuis, plus de 50 meneurs de l'Intifadha sont internés dans les geôles marocaines et 526 autres sont portés disparus et personne ne connaît leur sort.

Ces disparus civils sont à ajouter aux disparus de guerre (1970-1990) qui sont au total 191, dont

le premier était, sous le régime de l'occupation espagnole, Sid Brahim Bassem, disparu depuis maintenant 38 ans.

La ministre de l'Enseignement, qui rendra un hommage particulier à l'Algérie et, ses dirigeants, surtout Boumediene et Bouteflika, pour leur solidarité agissante envers le peuple sahraoui et ses dirigeants, parlera du soutien avéré de tous les peuples, malgré les positions ambiguës de leurs dirigeants à l'exemple du régime socialiste espagnol, de l'Etat français ou de l'administration américaine, dont le lobby juif est très influent, et qui tergiversent dans leurs positions officielles, alors que leurs peuples sont aux côtés du peuple sahraoui. Sur ce point, elle parlera de certains régimes arabes et son étonnement de les voir tourner le dos à la cause sahraouie bien que la RASD soit avant tout un Etat arabe.

En somme, la ministre, qui reste convaincue que le peuple sahraoui finira tôt ou tard par recouvrer son indépendance, n'écartera plus le retour aux armes pour ce faire, et évoquera même

les efforts du front Polisario dans le renforcement de son arsenal de guerre, en ayant confiance quant aux soutiens des pays frères, dont l'Algérie.

Signalons que la caravane politico-culturelle est composée, outre M<sup>me</sup> la ministre, de Hammoudi Lebsir, président de la commission des affaires étrangères au niveau du Parlement sahraoui, de Sid Mahmoud Akaï, coordinateur au niveau de l'ambassade de la RASD en Algérie, ainsi que des représentants de la wilaya d'Ousred, dans les territoires libérés de la RASD.

La caravane devait sillonner 12 wilayas de l'est du pays, afin de faire connaître au peuple algérien, dans l'Algérie profonde, les traditions et les coutumes du peuple sahraoui, ainsi que les exactions qu'il subit dans les territoires occupés à travers une exposition de photos et des conférences. Parallèlement à cela, une soirée artistique est organisée lors de chaque halte pour faire connaître la musique du terroir du peuple sahraoui.

Y. Y.